

tituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, le 3e jour d'août 1962, et ayant son siège social en la cité de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à 5135, avenue Western.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 24e jour d'août 1962.

*Le Secrétaire-trésorier,
Mme G. WELIK.*

517

sions of Part I of the Quebec Companies' Act on the 3rd day of August, 1962, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province has established its office at 5135 Western Avenue.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, this 24th day of August, 1962.

517-o

*Mrs. G. WELIK,
Secretary-Treasurer.*

Demandes à la Législature

Samuel Shatsky

Avis est par les présentes donné que Samuel Shatsky, gérant, des cité et district de Montréal, dans la province de Québec, s'adressera à la Législature de la province de Québec, au cours de sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi changeant son nom de Samuel Shatsky à Samuel Shadley.

Montréal, le 9 août, 1962.

*Les Procureurs du requérant,
SPECTOR & SCHECTER.
333-33-4-o*

Marie Germaine Lucie Sénecal

Avis est par les présentes donné que « François-Xavier Mousseau », ingénieur, et son épouse Germaine Laporte, tous deux de la ville de Boucherville, district de Montréal, présenteront une requête à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi validant l'adoption de Marie Germaine Lucie Sénecal, fille légitime de Marcel Sénecal et d'Angelina Simard.

Montréal, P.Q., le 22 août 1962.

*Les Procureurs des requérants,
HOWARD, CATE, OGILVY, BISHOP,
445-35-4-o COPE, PORTEOUS & HANSARD.*

Applications to Legislature

Samuel Shatsky

Notice is hereby given that Samuel Shatsky, executive, of the city and district of Montreal in the Province of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an act to change his name from Samuel Shatsky to Samuel Shadley.

Montreal, August 9, 1962.

*SPECTOR & SCHECTER,
333-33-4-o Solicitors for the petitioner.*

Marie Germaine Lucie Sénecal

Notice is hereby given that « François-Xavier Mousseau », engineer, and his wife Germaine Laporte, both of the town of Boucherville, district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an act validating their adoption of Marie Germaine Lucie Sénecal, legitimate daughter of Marcel Sénecal and Angelina Simard.

Montreal, P.Q., August 22, 1962.

*HOWARD, CATE, OGILVY, BISHOP,
COPE, PORTEOUS & HANSARD,
445-35-4-o Attorneys for the petitioners.*

Ministère des Affaires municipales

Ville de Beaupré

Lettres patentes

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

PAUL COMTOIS

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'elles pourront concerter,

SALUT.

ATTENDU que sous Fautorité de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233), le conseil municipal du village de Beaupré, dans le comté de Montmorency no 1, Nous a présenté, conformément à une résolution régulièrement adoptée à sa session du 19 février 1962, une requête demandant que le territoire

Department of Municipal Affairs

Town of Beaupré

Letters patent

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

PAUL COMTOIS

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these present letters shall come or whom the same may concern,

GREETING.

WHEREAS, under the authority of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233), the municipal council of the village of Beaupré, in the county of Montmorency No. 1, has presented to us, pursuant to a resolution regularly adopted at its session of February 19, 1962, a petition requesting that the territory

de ladite municipalité du village de Beaupré, tel que décrit dans la description officielle du ministère des terres et forêts, en date du 28 mai 1962, soit érigé en une municipalité de ville;

ATTENDU que la population de la municipalité du village de Beaupré est de deux mille cinq cent soixante-sept âmes;

ATTENDU qu'en vertu des dispositions de l'article 12 de la Loi des cités et villes, le lieutenant-gouverneur en conseil peut ériger, par lettres patentes, le territoire d'une municipalité régie par le Code municipal de la province de Québec en municipalité de ville, s'il contient une population d'au moins deux mille âmes;

ATTENDU qu'il y a lieu de faire droit à cette requête du conseil municipal du village de Beaupré.

À CES CAUSES, Sachez que, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1354, en date du 16 août 1962, et conformément aux dispositions de la Loi des cités et villes, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons:

QUE le territoire suivant, à savoir:

Le territoire actuel de la municipalité du village de Beaupré, comté de Montmorency No 1, comprenant les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rues, ruelles, emprises de chemin de fer, rivières, cours d'eau ou parties d'iceux, renfermés dans les limites suivantes, à savoir: Partant du point d'intersection de la ligne sud-ouest du lot 27-A du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Anne avec la laisse de basse marée du fleuve St-Laurent; de là, successivement, en référence au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Anne, ladite ligne sud-ouest du lot 27-A prolongée à travers le lot 410 (droit de voie du chemin de fer Canadian National); la ligne sud-ouest du lot 27 jusqu'au prolongement de la ligne nord-ouest du lot 24; ledit prolongement et la ligne nord-ouest des lots 24, 23, 18 et 2; puis, en référence au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Féréol, la ligne séparative des lots 640 et 648; une ligne droite traversant les lots 640, 639, 637, 624, 623, 622, 621, 620 et une partie du lot 619 et continuant dans la rivière Sainte-Anne jusqu'au point d'intersection du prolongement de la ligne séparative des lots 618 et 619 dudit cadastre avec l'axe de la rivière Sainte-Anne; ledit axe de la rivière Sainte-Anne, en remontant son cours, jusqu'au prolongement de la ligne nord-est du lot 351 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Joachim; ce dernier prolongement et cette dernière ligne traversant la route No 15, le chemin de fer Canadian National et se prolongeant jusqu'à l'axe du chenal nord du fleuve St-Laurent; ledit axe dudit fleuve, en remontant son cours, jusqu'au prolongement de la ligne sud-ouest du lot 27-A du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Anne et enfin, ledit prolongement, en allant vers le nord-ouest, jusqu'au point de départ, soit érigé en une municipalité de ville, sous le nom de « ville de Beaupré »;

QUE le conseil de cette municipalité soit composé d'un maire et de six échevins;

QUE l'endroit de la première session générale du conseil de cette municipalité soit le lieu connu comme étant la salle du conseil de la municipalité du village de Beaupré.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

of the said municipality of the village of Beaupré, as described in the official description of the Department of Lands and Forests, dated May 28, 1962, be erected into a town municipality;

WHEREAS the population of the municipality of the village of Beaupré is two thousand five hundred and sixty-seven;

WHEREAS under the provisions of section 12 of the Cities and Towns Act, the Lieutenant-Governor in Council may erect, by letters patent, the territory of a municipality governed by the Municipal Code of the Province of Quebec into a town municipality, if it has a population of at least two thousand;

WHEREAS it is deemed necessary to accede to this request by the municipal council of the village of Beaupré.

THEREFORE, know ye that, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 1354, dated August 16, 1962, and pursuant to the provisions of the Cities and Towns Act, We have decreed and ordered, and do, hereby, decree and order:

THAT the following territory to wit:

The present territory of the municipality of the village of Beaupré, county of Montmorency No. 1, comprising the lots or parts of lots and their present and future subdivisions, as well as the roads, streets, lanes, railroad rights of way, rivers, water-courses or parts thereof, enclosed within the following limits, to wit: Starting from the point of intersection of the southwest line of lot 27-A of the official cadaster for the parish of Sainte-Anne with the low-tide beach of the St-Lawrence River; thence, successively, with reference to the official cadaster of the parish of Sainte-Anne, the said line southwest of lot 27-A extended across lot 410 (right-of-way of the Canadian National Railway); the southwest line of lot 27 to the extension of the northwest line of lot 24; the said extension and the northwest line of lots 24, 23, 18 and 2; then, with reference to the official cadaster of the parish of Saint-Féréol, the dividing line of lots 640 and 648; a straight line crossing lots 640, 639, 637, 624, 623, 622, 621, 620 and a part of lot 619, and continuing in the Sainte-Anne River to the point of intersection of the extension of the dividing line of lots 618 and 619 of the said cadaster with the axis of the Sainte-Anne River; the said axis of the Sainte-Anne River, ascending its course, to the extension of the northeast line of lot 351 of the official cadaster for the parish of Saint-Joachim; this latter extension and this latter line crossing route No. 15, the Canadian National Railroad and extending to the axis of the north channel of the St-Lawrence River; the said axis of the said river, in ascending its course, to the extension of the southwest line of lot 27-A of the official cadaster for the parish of Sainte-Anne and finally, the said extension, going toward the northwest, to the starting point, be erected into a town municipality, under the name of "Town of Beaupré";

THAT the Council of this municipality be composed of a mayor and six aldermen;

THAT the place of the first general meeting of the Council of this municipality be the place known as being the Council Hall of the municipality of the village of Beaupré.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable **PAUL COMTOIS, c.p.**, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce cinquième jour de septembre en l'année mil neuf cent soixante-deux de l'ère chrétienne et de Notre Règne la onzième année.

Par ordre,

*Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.*

Avis de l'émission des lettres patentes ci-dessus est donné conformément aux dispositions de l'article 15 de la Loi des cités et villes (S.R.Q., 1941, chapitre 233).

*Le Sous-ministre des Affaires municipales,
534-o JEAN-LOUIS DOUCET, c.r.*

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable **PAUL COMTOIS, p.c.**, Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given at Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this fifth day of September in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-two and in the eleventh year of Our Reign.

By command,

*LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.*

Notice of the issuance of letters patent above mentioned is given in accordance with the provisions of section 15 of the Cities and Towns Act (R.S.Q., 1941, chapter 233).

*JEAN-LOUIS DOUCET, q.c.,
534 Deputy Minister of Municipal Affairs.*

Ministère des Richesses naturelles

Avis de Révocation de Concessions Minières

Vu l'article 50 de la Loi des Mines de Québec (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 196), imposant une taxe annuelle de dix cents l'acre sur les concessions minières inexploitées, et donnant au lieutenant-gouverneur en conseil le pouvoir d'annuler les lettres patentes émises pour des concessions sur lesquelles deux années d'arrérages de cette taxe sont dues.

Avis est donné que les concessions minières et concessions minières souterraines dont suit la liste redeviendront la propriété de la Couronne et les lettres patentes seront annulées, si, dans les six mois après la première publication du présent avis, les impôts arriérés et les frais de publication dudit avis ne sont pas payés;

Liste des Concessions

1^o Concession minière No 332, comprenant le lot 20, rang III, canton Ascot, district électoral de Sherbrooke, correspondant aux lots de cadastre 20A, 20B, 20C et 20D et la partie du lot de cadastre 29 comprise entre la ligne nord et la ligne sud dudit lot 20 (232.96 acres), concédée à Aldermac Copper Corporation Limited le 19 septembre 1944 et patentée le 7 février 1945.

2^o Concession minière No 418, comprenant la demie est de la demie nord du lot de cadastre 2b, la demie est de la demie ouest du lot de cadastre 3a et la demie est du lot de cadastre 4d dans le rang XI, canton Ascot, district électoral de Sherbrooke (149.27 acres), concédée à Suffield Metals Corporation Limited le 17 mai 1955.

Québec, le 15 août 1962.

*Le Sous-ministre,
P. E. AUGER.*

506-36-4-o

Department of Natural Resources

Notice of Revocation of Mining Concessions

On view of section 50 of the Quebec Mining Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 196) placing an annual tax of ten cents per acre on unexploited mining concessions, and giving the Lieutenant-Governor in Council the power to annul the letters patent issued for the concessions on which two years in arrears of taxes are due.

Notice is hereby given that the mining concessions and underground mining concessions, the list of which follows, will revert to the Crown and the letters patent will be annulled, if, within the six months following the first publication of the present notice, the arrears in taxes and the costs of publication of said notice have not been paid;

List of Concessions

1. Mining Concession No. 332 comprises the lot 20, range III, township of Ascot, electoral district of Sherbrooke, corresponding to cadastral lots 20A, 20B, 20C and 20D and the part of cadastral lot 29, enclosed within the north line and the south line of said lot 20 (232.96 acres), ceded to Aldermac Copper Corporation Limited on September 19, 1944, and patented on February 7, 1945.

2. Mining Concession No. 418, comprising the east half of the north half of cadastral lot 2b, the east half of the west half of cadastral lot 3a and the east half of cadastral lot 4d of range XI, township of Ascot, electoral district of Sherbrooke (149.27 acres), ceded to Suffield Metals Corporation Limited, on May 17, 1955.

Quebec, August 15, 1962.

*P. E. AUGER,
Deputy Minister.*

Ministère des Terres et Forêts Cadastre

Canton de Kilkenny

Cadastre officiel du canton de Kilkenny, municipalité du canton de Kilkenny, division d'enregistrement de Montcalm.

Department of Lands and Forests Cadastre

Township of Kilkenny

Official cadastre of township of Kilkenny, municipality of township of Kilkenny, registration division of Montcalm.